

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 23 septembre 2021
Régulièrement convoqué le 16 septembre 2021

Le 23 septembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Nicolas DELOLY, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Fabienne MENOVAR (pouvoir M. Jean-Michel GUALLAR), M. Jacques ROCCI (pouvoir Mme Anne BELLE), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir Mme Florence VINENT), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT), M. Karim BENSID-AHMED (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Françoise CAPMAL)

Secrétaire de Séance : Mme Aurore DESRAYAUD

5.00 - CONVENTION DE COORDINATION ENTRE LA POLICE MUNICIPALE ET LES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT - AVENANT N°2 – CRÉATION D'UNE ÉQUIPE CYNOPHILE

Monsieur Jean-Michel GUALLAR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

La ville de Montélimar et la Préfecture de la Drôme ont signé le 15 janvier 2019 une Convention de Coordination entre la Police Municipale et les Forces de Sécurité de l'État pour une durée de trois ans.

Cette convention a pour objectif de préciser la nature et les lieux d'intervention des agents de police municipale, notamment la nuit et de déterminer les modalités de coordination de ces interventions avec les forces de sécurité.

Dans l'optique de renforcer l'action des agents en intervention tout en contribuant à leur sécurité, il est proposé de créer une équipe cynophile au sein de l'équipe de soirée de la police municipale de la ville de Montélimar. Cette équipe sera composée d'au moins un agent de police municipale qualifié de maître-chien de police municipale et de son animal.

La création de cette équipe cynophile nécessite d'avenanter la convention de coordination entre la Police municipale et les Forces de sécurité de l'État aux fins de modifier les horaires d'intervention des équipes de nuit de la Police municipale et d'intégrer ladite équipe cynophile au sein des équipes de Police municipale de voie publique.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 01/10/2021

Reçu en préfecture le 01/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20210923-20210923_500D-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2212-1 et suivants,

Vu le Code de la sécurité intérieure et notamment son article L.512-4,

Vu le décret n°2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale,

Vu la délibération n°7.00 du Conseil municipal du 22 octobre 2018 portant convention de coordination entre la Police municipale et des Forces de sécurité de l'État,

Vu la délibération n°7.00 du Conseil municipal du 24 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de coordination entre la Police municipale et des Forces de sécurité de l'État,

Vu le projet d'avenant n°2 à la convention de coordination entre la Police municipale et des Force de sécurité de l'État ci-annexé.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de l'avenant n°2 à la convention de coordination entre la Police municipale et des Forces de sécurité de l'État,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 24 septembre 2021

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Jean-Michel GUALLAR

